

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste
- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du MDC
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Gérard Pociéka, EGAL-91
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

N° 90 décembre 1997  
6è année de parution

## Sommaire

**Lettre ouverte des syndicats CGT, FSU, SAF, SM et SUD :** Lettre ouverte aux parlementaires de la majorité gouvernementale, pages 1 et 2

**Sylvie Mayer :** Ce gouvernement n'a pas engagé les ruptures nécessaires à sa réussite, pages 2 et 3

**Amaury Couderc :** Les IAA doivent intervenir dans la défense de l'environnement, page 4

**Gérard Pociéka :** Kyoto ou l'art de se défilier une nouvelle fois..., page 4

**Brève :** Un sondage dont on ne parle pas, page 3

**Des sous...**, page 4

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## LETTRE OUVERTE AUX PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ GOUVERNEMENTALE.

A Messieurs Julien DRAY, Jacques GUYARD, François LAMY, Paul LORIDANT, Jean-Luc MELENCHON, Yves TAVERNIER

Evry le 5 Décembre 1997

Monsieur le Parlementaire,

Vous n'êtes pas venus, malgré notre invitation, à la réunion du Mercredi 26 Novembre ; vous n'avez pas non plus jugé utile de vous faire représenter. Si nous comprenons bien que vous ne pouviez tous être présents, nous nous étonnons qu'aucun d'entre vous ne soit venu débattre avec des organisations syndicales représentatives, et aussi avec des sans-papiers et des militants associatifs et syndicaux. Cela illustre mal les discours sur la prise en compte du mouvement social et l'écoute des citoyens.

Nous voulons par cette lettre, vous exprimer notre mécontentement et aussi vous faire connaître nos positions communes au sujet des lois sur la nationalité et l'accueil des étrangers sur le territoire avant que vous ne votiez au parlement.

1. Nous sommes persuadés que le pays a besoin d'un débat public sur les conditions d'accueil et de vie des immigrés en France. Les dogmes de l'immigration zéro, de la fermeture des frontières ne sont tenaces que parce qu'ils ne sont pas débattus et alimentent ainsi la montée de l'extrême droite. Les actuels projets de lois se situent dans une logique de continuité par rapport aux précédentes modifications des ordonnances de 45 : méfiance vis à vis de l'immigration, législations d'exceptions etc... Votre absence à notre invitation peut aussi être comprise comme la volonté du pouvoir politique de ne pas traiter cette question au grand jour.
2. Les projets proposés, et singulièrement la loi « Chevènement » sont difficilement amendables puisqu'il s'agit en fait de modifications des lois Pasqua Debré. Nous avons combattu ces lois et demandé, au côté des sans-papiers leur abrogation ( vous aussi d'ailleurs pendant la campagne électorale il y a 6 mois). Dans l'actuel projet, un certain nombre de dispositions nous semblent particulièrement inacceptables :

- Augmentation de la durée de rétention administrative.
- Le maintien du principe de la double peine. .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins

# LETTRE OUVERTE AUX PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ GOUVERNEMENTALE.

suite

- Le rôle purement consultatif de la commission de séjour.

3. Nous affirmons notre volonté de voir rétabli intégralement le droit du sol. Nous nous inquiétons des inégalités de traitement des enfants et des jeunes dont certains, nés en France, auraient des papiers différents des autres.

Voilà brièvement, ce dont nous souhaitons vous faire part. Mais il est difficile de résumer un débat où se sont exprimés plus de 20 participants. Si les approches diffèrent en fonction du champ d'intervention de chacun, tous se rejoignent pour condamner la confiscation du débat nécessaire et estimer que les projets actuels ne répondent pas aux changements nécessaires pour une approche ouverte de l'immigration, bien au contraire. Veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Les organisations syndicales  
Essoniennes :

Confédération Générale du  
travail (CGT)  
Fédération Syndicale Unitaire  
(FSU)  
Syndicat des Avocats de France  
(SAF)  
Syndicat de la Magistrature  
Syndical Unitaire Démocratique  
(SUD Poste et télécom)



Seul élu régional présent à cette réunion, Amaury Coudere est intervenu dans le débat pour dire son étonnement à l'absence de tout parlementaire, confirmer son désaccord avec les lois Guigou-Chevènement-Pasqua-Debré, et surtout dénoncer par avance l'attitude prévisible d'abstention ou de refus de vote des Verts ou du PC qui n'ont d'autre objectif que de se dédouaner tout en créant les conditions d'adoption de ces lois.

En la matière, ce subterfuge ne saurait suffire à se donner bonne conscience lorsque l'on sait par avance qu'à moins de voter contre, ces lois seront adoptées.

Ce ne sont pas de telles méthodes qui peuvent réconcilier les citoyens avec la politique. Lorsque l'on affirme être en désaccord avec un texte relevant d'un fait de société aussi important que celui de l'immigration, le minimum est d'avoir le courage politique de s'y opposer.

Le vote à l'issue du débat confirme cette analyse puisque:

les Verts n'ont pas pris part au vote,

le PC s'est abstenu, permettant à ces lois iniques d'être adoptées. □

## CE GOUVERNEMENT N'A PAS ENGAGÉ LES RUPTURES NÉCESSAIRES À SA RÉUSSITE

par Sylvie Mayer

Nous venons de vivre un important conseil national. Nous y avons fait le bilan politique des six mois derniers et de notre présence au gouvernement. Le contexte est celui d'un libéralisme toujours dominant, avec un patronat offensif, et même agressif. Il est celui d'une crise toujours plus grave, où aux anciens fléaux qui touchent surtout le tiers-monde, s'ajoutent les fléaux modernes du chômage et de la crise urbaine, du délitement du tissu social.

Mais c'est aussi un temps où monte l'aspiration des peuples à ne plus subir, à intervenir pour refuser l'inacceptable, pour changer le cours des choses. L'opinion, on le ressent bien, ne veut plus seulement être scrutée, analysée. Elle veut être entendue. Elle ne veut plus être seulement une "opinion", mais une capacité d'action, d'intervention, d'initiative, de décision. Les citoyens ne veulent plus subir ce

qu'on leur impose, même s'ils n'ont pas une vue très claire de ce qu'il faudrait faire. Ils veulent de nouvelles formes de vie et de pratiques politiques, à l'opposé de la "politique politicienne" qu'ils rejettent. Tout cela est évidemment porteur d'un avenir différent, pour peu qu'on sache s'y ouvrir et s'inscrire dans cet élan.

Ce n'est pas un catalogue qui pourra convaincre nos électeurs que nous remplissons nos engagements en ce sens. Ce n'est pas non plus une comparaison de l'action gouvernementale avec notre programme. Ils attendaient de la participation des communistes au gouvernement dans la politique mise en oeuvre une approche, une "touche", des "éléments" positifs différents de ce dont le Parti socialiste a été porteur ces dernières années. Et ce sont cette approche, cette "touche", ces éléments qui vont dans le sens de ce .../...

**Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr  autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

## CE GOUVERNEMENT N'A PAS ENGAGÉ LES RUPTURES NÉCESSAIRES À SA RÉUSSITE

suite

que souhaitent les électeurs qu'ils portent au compte de la participation et de l'activité des communistes, comme le montrent des enquêtes d'opinion et des sondages.

Si Lionel Jospin a donné aux députés UDF une réponse ferme et sans ambiguïté sur le livre noir du communisme, notre attitude, celle de nos ministres et de nos parlementaires depuis 6 mois, mais aussi les efforts du parti, plus particulièrement de Robert Hue face à notre histoire, à l'histoire du communisme et de ses moments les plus noirs n'y sont pas étrangers. (L'ouverture de nos archives va prolonger ces efforts). C'est donc bien plus qu'un acte de solidarité gouvernementale dont il faut mesurer la portée. Même s'il demeure que ce gouvernement, tout en ne poursuivant pas la politique de régression sociale de la droite, n'a pas engagé les ruptures nécessaires à sa réussite.

Nous avons donc à poursuivre dans le même sens, et pour conforter notre apport à la politique du gouvernement, il est nécessaire de prendre les problèmes le plus possible "en amont". Cela afin de pouvoir jouer tout notre rôle de force constructive. Sans cela, sans des réformes plus profondes, les nouvelles avancées risquent de ne pas être durables. Et l'apport du Parti communiste ne sera pleinement constructif que si nous aidons à faire l'expérience que l'on peut avancer dans des réformes structurelles permettant de faire réellement et massivement reculer chômage et précarité.

Mais par-delà la réussite du gouvernement actuel, nous avons une vision transformatrice plus ample. Un monde s'efface, un autre se forme et cette époque charnière exige des réponses nouvelles. La visée d'un communisme de notre temps pose avec force la question du dépassement du capitalisme destructeur de vie, de société, d'humanité.

Cette visée n'est pas abstraite, c'est dans la réalité quotidienne que se décèlent les possibilités d'un autre avenir, et elle a été illustrée lors du Conseil national par des exemples concrets. Les 35 heures, l'emploi jeune, la question de l'Europe, celle de France télécom. Concernant cette dernière question, affirmer notre désaccord sur les décisions, dire que son développement ne réside pas dans sa mise en bourse, il fallait le faire. Mais ce n'est pas suffisant. Ce que les français, et notamment les salariés de France télécom sont en droit d'attendre de nous, c'est que nous les aidions à voir une autre perspective que la résignation à un processus qui conduirait à la privatisation totale. Cela implique d'avancer

des propositions concrètes pour la conquête de droits nouveaux pour les salariés avec l'objectif qu'ils aient ainsi les moyens d'intervenir contre la privatisation de leur entreprise.

Donc une visée transformatrice à long terme, inscrite dans les réalités d'aujourd'hui. Cela nécessite une accélération de notre mutation, une plus grande ouverture à la société, une société entièrement traversée par la lutte de classes elle-même en mutation.

Ainsi, en matière économique, nous avons avancé très concrètement un ensemble cohérent de fortes propositions alternatives. Elles sont sous tendues par le fait qu'aujourd'hui, une civilisation humaine construite sur la démocratie, le social, les coopérations solidaires peut et doit se conjuguer avec l'efficacité économique et écologique d'une autre utilisation de l'argent, de réforme du crédit, de monnaie commune européenne. Lutte de classe au concret donc, et non pétition de principe applicable à n'importe quelle époque.

La possibilité pour la France de prendre un tournant vers le mieux prend ainsi une consistance plus concrète, une portée nouvelle. Une défaite de la droite aux élections de mars, dans les départements comme dans les régions, le Front national stoppé, la gauche dirigeant dans son union et son

pluralisme un plus grand nombre de conseils régionaux et généraux, avec un plus grand nombre d'élus donnerait les moyens politiques nécessaires pour passer à une étape nouvelle. Une étape au cours de laquelle des réformes structurelles de longue portée pourraient être décidées et mises en oeuvre. Tel est en tout cas le but certes ambitieux, que nous nous assignons. Et tous ceux qui ont élu cette majorité de gauche et souhaité la présence des communistes au gouvernement doivent pouvoir compter sur nous pour y contribuer de façon imaginative, efficace, constructive. □

### Un sondage dont on ne parle pas

Sondage de l'institut Louis Harris (nov. 97)

80% des électeurs de gauche estiment que leurs élus politiques ne respectent qu'une petite partie de leurs engagements électoraux.

Parmi ces 80%, 40% des électeurs de gauche estiment que leurs élus politiques ne respectent pas du tout leurs engagements.

Ce sondage montre bien le malaise des électeurs de gauche face à la politique menée par ce gouvernement qui est censé être le leur.



## DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES DE LA RÉGION

### LES IAA DOIVENT INTERVENIR DANS LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Au Conseil Régional Amaury Couderc met en cause les grands groupes agro alimentaires (IAA) et d'aliments pour bétail dans le financement de la lutte contre les pollutions.

La profession d'éleveur est une profession sinistrée, malade, en péril, sans aucune marge financière...

La législation impose des normes de plus en plus draconiennes, de plus en plus dures, de plus en plus sévères aux établissements classés destinés à l'élevage et c'est bien, nous nous en félicitons tous compte-tenu des nuisances importantes et des pollutions souvent sournoises provoquées par ces établissements.

Cela dit, ces mises en conformité induisent des charges très lourdes pour l'éleveur (33% des travaux) et cela sans aucune amélioration sur la rentabilité financière des exploitations.

En même temps, il faut rappeler que l'éleveur est mis dans un cadre qui lui est imposé par le libéralisme économique. Il est à la fois le client et le fournisseur des IAA qui fixent eux-mêmes les prix à l'entrée et à la sortie de la chaîne et de surcroît imposent l'aliment.

L'éleveur n'est qu'un simple intermédiaire, un simple "employé" dont les IAA fixent eux-mêmes la rémunération au centime près. En outre, il subit seul tous les aléas dus à d'éventuelles épidémies du cheptel.

Aujourd'hui, vous nous proposez d'accepter des dossiers de mise aux

normes des établissements d'élevage sur la base d'une répartition financière de 1/3 pour l'éleveur, 1/3 pour l'agence de l'eau, 15% pour l'état et de 15% pour la région. De toute évidence il manque un intervenant, ce sont les groupes agro alimentaires qui bénéficient du travail des éleveurs sans en avoir les risques et font ainsi de supers bénéficiaires.

Je souhaiterais voir impliqué ces industries afin d'alléger d'autant les charges des éleveurs. C'est un problème de fond que l'on ne peut éluder plus longtemps. □

## DES NOUVELLES DE LA RÉGION - DES NOUVELLES DE LA RÉGION

### KYOTO OU L'ART DE SE DÉFILER UNE NOUVELLE FOIS...

par Gérard Pociéka

Les mesures adoptées à Kyoto (-5,2% en moyenne pour les pays industrialisés) permettent tout juste de reporter un peu l'échéance, car il faudrait selon le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, que les émissions des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère soient en réduction de 70% environ pour parvenir à stabiliser leur concentration. Le seuil limite de sécurité au rythme actuel sera atteint avant 2030. Ce changement dû à l'homme n'est pas le premier grand changement climatique de l'histoire de la planète, mais cette modification de climat se produira de manière rapide en un siècle environ, contre un millénaire pour les précédents. D'une ampleur dramatique car, suivant les experts, de 1 à 5 degrés d'ici un siècle. Avec des

conséquences brutales, aggravation des phénomènes extrêmes, tempêtes, sécheresses, inondations, modification du régime et de répartition des pluies, entraînant la désertification. Le niveau des mers pourrait monter jusqu'à plus de un mètre, un grand nombre d'îles sont menacées de disparition. C'est l'humanité qui devient de plus en plus vulnérable, les hommes et les femmes devront affronter de nouveaux risques, surtout dans les zones les plus pauvres et les plus peuplées de la planète.

Cette année, EL NINO, selon les estimations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a amplifié toutes ses manifestations, 37 pays auront à souffrir de pénuries alimentaires, inondations sur une partie du désert chilien, chutes de neige au Pérou, sécheresse au Pakistan, incendies en Indonésie, cyclones en Polynésie. L'Afrique, l'Australie, la Californie et le sud des Etats-Unis devraient connaître une nouvelle période de sécheresse intense.

Jusqu'où les hommes et les femmes se laisseront-ils entraîner dans l'erreur collective d'un système productiviste qu'il nous faut dépasser ? Les experts de l'organisation mondiale de la santé (OMS) annoncent une famine généralisée sur la planète, des centaines de millions de morts, et l'Europe ne sera pas épargnée. □



POUR L'AN NEUF

**DES SOUS ! DES SOUS !**

"Rassembler à Gauche" en a bien besoin